

TIARET

Quand les dispositifs d'emploi prouvent leur limite

Si l'on tient compte du taux de main-d'œuvre occupée (87,70%) par rapport au nombre de chômeurs inscrits au niveau de l'Agence nationale de l'emploi à Tiaret, et qui est de l'ordre de 50 561, l'on peut déduire que le phénomène du chômage dans la wilaya pour l'année 2007 était de 12,30%, soit une baisse peu notable comparativement à l'année 2006 (13,60%). C'est du moins ce que révèle un bilan établi par la direction de l'emploi.

Aussi, la particularité qui a marqué le monde de l'emploi à Tiaret, l'an passé, réside, selon le même document, dans la croissance sensible enregistrée en matière de postes permanents créés au niveau des différents secteurs d'activité dont on cite à titre illustratif, l'agriculture qui s'est taillé la part du lion avec 7 106 postes, suivie du commerce et des services (6 495 postes), les travaux publics et l'hydraulique (2 137), l'artisanat (576), l'industrie (325), en plus de l'administration et les collectivités locales, qui ont pu générer quelque 326 postes. Les mêmes sources

indiquent, en effet, que sur les 59 957 représentant le quota global des postes de travail créés, 17 910 sont pourvus de manière permanente alors que 42 047 le sont à titre temporaire, car pas moins de 21 222 postes sont liés aux dispositifs CPE, IAIG, Esil, Tup-Himo, tous des dispositifs à caractère social mais surtout à durée limitée. Le bilan de la direction de l'emploi fait ressortir dans son bilan que ces derniers, même s'ils sont très contestés, voire remis en cause par les bénéficiaires, ont pu apporter un palliatif pour les demandeurs d'emploi avec la création de 342

postes par le biais de l'Ansej, Cnac (398), Angem (213), IAIG (13 406), Esil (5 832), Tup-Himo (1 558), alors que le contrat pré-emploi destiné aux universitaires et aux techniciens supérieurs n'a bénéficié que de 1 436 postes, un quota en nette régression par rapport à l'année d'avant (2006) où les bénéficiaires étaient près de 1 640 jeunes.

S'agissant de cette catégorie précisément — marquée par un taux de 10% seulement de titularisation pour les uns, et le retour à la case départ pour les autres après expiration de leur contrat —, la direction concernée a enregistré pour le compte de l'année 2007, le dépôt de plus de 7 000 dossiers.

Cela dit, ce qu'il y a lieu de retenir est que les entreprises aussi bien privées que publiques activant dans le domaine de la production ne contribuent pas efficacement dans la résorption du taux de chômage, car ne créant que très peu de postes. De leur côté, les institutions bancaires sont également

mises à l'index par les jeunes désirant monter leurs propres projets et ce, en raison des différents dysfonctionnements et autres lenteurs entachant l'accessibilité aux crédits. Toujours dans le même ordre d'idées, certains chômeurs ne cessent de déplorer les textes régissant l'attribution de locaux commerciaux, notamment le décret exécutif 06/366 du 19/10/2006 conditionnant l'octroi de ces derniers uniquement aux bénéficiaires de l'un des dispositifs de soutien à l'emploi.

Il convient de souligner que les dispositifs d'emploi mis en branle par l'Etat même s'il s'agit d'une occupation provisoire et peu convaincante, font, en revanche, l'unanimité quant à leur limite aussi bien en matière de durée exercée très souvent loin d'être rassurante qu'en matière d'indemnités «humiliantes», comme le qualifient certains diplômés concernés par le CPE ou encore les pères de famille activant au titre du filet social.

Mourad Benamer

BILAN DE LA GENDARMERIE NATIONALE DE BLIDA

Le crime continue à préoccuper ce corps de sécurité

Dans un point de presse organisé par le colonel Belkecir Ghali, commandant du groupement de gendarmerie de Blida, celui-ci fera savoir, à la lumière du bilan annuel des activités de son groupement, que le crime dans sa globalité continue à les préoccuper tant les chiffres restent inquiétants même s'il a été constaté une légère baisse pour certaines catégories.

En effet, le groupement de gendarmerie de Blida a enregistré, durant l'exercice écoulé, 201 affaires pour les crimes et délits contre les personnes dont 431 personnes ont été arrêtées. Il est de même pour les crimes et délits contre les biens puisque 206 affaires ont été solutionnées pour lesquelles 149 individus ont été impliqués.

Cette dernière catégorie de crime constitue à elle seule 41,70% par rapport à toutes les autres affaires. Selon le colonel Belkecir, c'est le phé-

nomène du chômage et de l'exclusion qui pousse les gens à recourir au crime. Le faux et usage de faux attire également l'attention des uns et des autres car pas moins de 16 affaires ont été traitées et la section de recherches a présenté à la justice 22 personnes. Le crime organisé comme le trafic de drogue, la contrefaçon monétaire et la falsification de documents de véhicules reste pour les gendarmes un fléau à éradiquer absolument car les méfaits qu'il engendre pour la société laissent de fatales séquelles, notamment pour ce qui est de la drogue. Durant l'année 2007, 69 affaires ont été traitées et les gendarmes ont pu arrêter 99 personnes dont 81 ont été placées sous mandat de dépôt et la saisie de plus de 25 kilogrammes de kif traité et 4 238 comprimés de psychotropes. Sur un autre volet, la brigade économique du groupement de gendarmerie de Blida a traité 1 003 affaires liées au crime économique, un chiffre qui reste à tout le moins effarant et laisse méditer sur le comportement malféux de certaines personnes qui ne reculent devant rien pour s'enrichir. En com-

parant ce chiffre avec celui de l'année 2006 puisque les gendarmes ont traité 836 affaires de crime économique, l'on déduit que le nombre des amorceurs est en progression constante. Enfin, le commandant du groupement de gendarmerie de Blida déplore les pertes humaines causées par les accidents de la circulation quand bien même des mesures coercitives ont été prises pour faire éviter aux citoyens cette hécatombe.

Ainsi, 6 112 permis de conduite ont été retirés aux fauteurs notamment ceux qui font dans l'excès de vitesse et au non-respect du code de la route. Selon une étude entreprise par le service de la voirie, l'âge des personnes transgressant le code de la route varie entre 20 et 40 ans. Enfin, le nombre des accidents de la circulation a atteint, durant l'année écoulée, 889 accidents ayant causé la mort à 70 personnes et des blessures à 1 483 autres. Les premières causes de ces accidents sont, selon l'étude, le non-respect du code de la route.

M. B.

ADRAR

Kadiou, le petit vendeur de cigarettes

Sur la terrasse d'un café où nous étions attablés avec des amis parce que la clémence du climat le permettait, notre attention fut attirée par les allées et venues d'un petit adolescent qui se démenait dans tous les sens.

La raison de ces mouvements intermittents s'explique par la vente de cigarettes. En effet, Kadiou, c'est son prénom, à peine âgé de quinze ans, a fait de ce petit boulot son métier, un métier qu'il a appris sur le tas et pour lequel il n'a jamais été destiné. Kadiou était un élève de 1^{er} AM. Il suivait régulièrement ses cours dans un collège et ne pensait nullement un jour le quitter. Mais voilà, la conduite irréflective des adultes peut virer au désastre et à la perte d'un avenir, d'une destinée meilleure. Rien n'allait au sein du couple familial.

Le père, petit entrepreneur dut redevenir maçon et travailler pour les autres, alors qu'auparavant, les autres travaillaient pour lui. La mère, pour des raisons person-

nelles qui ne m'ont pas été dévoilées, a quitté le toit familial. Durant cette situation qui perdurait : disputes au quotidien, mésentiments généralisés, une vie souvent difficile, le couple opte pour le divorce. Le père prit la garde des enfants et la mère retourna chez ses parents au nord. Notre adolescent vivait cette turpitude sans broncher, assistant, hélas, aux règlements de compte qui devenaient monnaie courante.

L'école buissonnière prit le pas sur le reste et Kadiou ne suit plus, sèche les cours. Bref, il n'est guère intéressé par les études. Devant l'absence des parents puisque personne ne s'occupait de lui, personne ne s'en inquiétait, les retards, les absences et les mauvais résultats s'accumulaient

et se répercutaient inéluctablement sur son parcours scolaire. Kadiou décide subitement de quitter les bancs de l'école pour dénicher autre chose, un moyen de gagner des sous. L'idée germa peut-être dans sa petite tête depuis bien longtemps puisqu'il a vu les autres le faire et parfois réussir. Notre «jeune homme» doit se lever tôt pour être sur place et dénicher et satisfaire les premiers clients souvent en manque de nicotine.

Un bonnet sur la tête, une petite veste de survêtement pour se couvrir de ce froid glacial, Kadiou grelotte, se frotte les mains histoire de se réveiller avant de se lever et se retrouver devant sa table où se trouvent paquets de cigarettes, briquets, tout l'attirail du fumeur. Pour ne pas retenir les plus pressés, il doit toujours avoir de la monnaie. Kadiou est sorti de chez lui sans prendre le petit-déjeuner ; quand on a une marâtre

à la maison, c'est le moindre de ses soucis. De toute façon, il pendra un petit quelque chose pour se réchauffer mais parfois, quand cela ampute son maigre budget, il préfère s'abstenir et attendre qu'une occasion se présente, qu'un client lui propose un café... Kadiou n'a pas d'heure fixe. La plupart du temps, il garde sa table bien que son petit estomac crie famine. Est-il sûr en revenant chez lui de trouver quelque chose à manger?

La belle-mère ne s'en inquiète nullement. Les après-midis, il les passe sur la terrasse de ce café où il a élu domicile. Qu'il vende ou qu'il pleuve, Kadiou est toujours là.

Ce sont les choses de la vie, me diriez-vous, mais quand on est directement impliqué, ce manque de réussite nous harangue et nous saque l'esprit.

El-Hachemi S.

MASCARA

Pour de meilleurs lendemains

C'est le type même de commune déshéritée qui doit faire face aux multiples préoccupations qui sont celles des 2 300 habitants environ répartis sur une superficie de 85 ha dont plus de 80% constituent une zone montagneuse.

A Sidi-Mahieddine, l'une des agglomérations secondaires, les travaux de la zouia touchent à leur fin. Les habitants souffrent d'une part de l'insuffisance de l'AEP et c'est pourquoi le réservoir programmé pour El Guetna devrait y voir le jour, avons-nous appris récemment dans le cadre du programme 2008. D'autre part, les citoyens font face aux difficultés quand il s'agit de soins car la salle annoncée pour cette localité depuis les années 1990 n'a jamais été ouverte.

Ce lundi dernier, nous avons été conviés à une virée sur le territoire de la commune d'El-Guetna. Le P/APC, dont c'était la première sortie, est ainsi allé au-devant de ses concitoyens. Les labours-semailles en pâtissent aussi, «même des habitations ont vu le jour et un citoyen nous interpelle pour démentir certaines allégations en indiquant une belle demeure».

Son propriétaire peut-il avoir engagé tant de frais pour finalement ne pas revenir sur ses terres. Plus bas, deux autres y habitent déjà après avoir longtemps fui vers Oran. Nous sommes surpris de ne plus voir l'eau couler dans le bassin à partir de la source où elle était abondante. Lui et le maire tentent de trouver une explication.

Cela nécessiterait certainement le curage du puits. Il convient de signaler l'existence d'un château d'eau et celui-ci a été épargné par les actes de destruction commis par les terroristes. Nous avons toujours du plaisir à revoir ces humbles gens s'affairer au labeur. L'un d'eux qui a déjà ouvert un petit commerce qui avait cessé de jouer depuis les années 1990, a repris le chemin du stade et les formalités d'engagement ont été accomplies en attendant de doter celui-ci d'un équipement sportif car les moyens de la commune ne le permettent guère. Sur le chemin du retour vers Sidi-Mahieddine, l'on sent la nécessité de réhabiliter la route sur un certain tronçon. Ceci se fera peut-être une fois que le retour de la population se réalise.

Toutes les conditions devraient être remises pour permettre à Zemaâcha et Stamboul de redevenir ce qu'ils étaient. Aujourd'hui, il n'y a plus en ces lieux de problèmes d'aspect sécuritaire.

Les nomades investissent la forêt de Stamboul

Ce lundi, alors que nous nous trouvions à Touahria, nous remarquons sur le chemin du retour vers Sidi Mahieddine des véhicules de gardes forestiers. Plus tard, nous comprendrons le pourquoi de leur présence sur les lieux.

En effet, ça et là dans la forêt des nomades dont les camions étaient sur le chemin s'étaient carrément installés avec leurs troupeaux. Ils sont venus pour certains de Djelfa en quête de pâturages. Un responsable de la conservation des forêts leur fera remarquer que des dégâts avaient déjà été occasionnés par les bêtes. Il leur sera alors accordé un délai de 24 heures pour quitter les lieux où devrait avoir lieu, vers le mois de juin, une importante opération de reboisement pour la reconstruction du patrimoine forestier de Stamboul.

M. Medebber